

A large, stylized illustration of a virus in a vibrant yellow-green color. It features a large circular head with a white center and several shorter, rounded protrusions of varying lengths extending from the head, representing spikes or tail fibers. The virus is positioned in the upper half of the cover.

En
accès
libre

**LE VIRUS
DE LA RECHERCHE**

YANN ÉCHINARD

**UNE CRISE
TOTALEMENT INÉDITE...**

PUG

La collection « **LE VIRUS DE LA RECHERCHE** » est une initiative des PUG en partenariat avec [The Conversation](#) et l'Université Grenoble Alpes.

Directrice de la publication : Ségolène Marbach

Directeur de la collection : Alain Faure

Cette édition électronique a été réalisée pour les PUG par Catherine Revil, en télétravail, pendant la période de confinement.

ISBN 978-2-7061-4831-6 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-4832-3 (*e-book ePub*)

© PUG, avril 2020

15, rue de l'Abbé-Vincent – F-38600 Fontaine

pug@pug.fr / www.pug.fr

L'OPÉRATION **LE VIRUS DE LA RECHERCHE**

En réaction à la situation inédite engendrée par le coronavirus, les PUG ont proposé à leurs auteurs et aux chercheurs intéressés d'**ouvrir la réflexion sur les enjeux de la crise du Covid-19 vus par le monde de la recherche, sur la base d'une contribution libre et volontaire.**

Nous avons demandé aux auteurs de questionner les modes de formulation et de diffusion des savoirs car l'urgence nous oblige sur cette voie. Les chercheurs sont des gens passionnés. Leur *virus de la recherche* formate leurs réflexions sur la marche du monde et il nous semble que la crise du Covid-19 favorise aussi un travail d'introspection sur les ressorts sensibles du métier de chercheur – ses tâtonnements, ses doutes, ses énigmes mais aussi ses espoirs.

La collection « Le virus de la recherche », coordonnée par Alain Faure (CNRS, Sciences Po Grenoble, Pacte, UGA), rassemble les meilleurs textes issus de cette initiative dans une série d'e-books courts, en libre accès, en téléchargement sur le site des PUG, dans leur réseau de diffusion, et chez tous les libraires en ligne.

Face à la crise, les PUG choisissent de faire preuve d'esprit coopératif, de réactivité et d'agilité et proposent ainsi à leurs lecteurs de garder les neurones en action dans l'effervescence des réflexions et du débat scientifique.

Bonne lecture à tous!

Comprendre le présent en période de crise saillante est un exercice terriblement difficile. Penser l'après crise encore plus. J'entends déjà les moqueries de mes collègues juristes (et peut-être d'autres): « pour un économiste, rien de plus simple, il vous expliquera demain que ce qu'il avait prédit hier n'est pas arrivé aujourd'hui. » Je répondrais que l'économiste jouit d'un second avantage comparatif, il est rompu à l'exercice puisque sa propre discipline a été à maintes reprises l'épicentre de nombreuses crises au point de qualifier l'économiste d'apprenti sorcier. De 1929 à aujourd'hui, la liste est en effet longue et rythme la période contemporaine.

Des conséquences inédites

Pourtant, chaque crise est unique et nécessite des réponses spécifiques. La crise actuelle ne déroge pas à cette règle, elle en est même l'incarnation parfaite. La crise sanitaire liée au Covid-19 est apparue en Chine en novembre 2019 et a parcouru le monde à la vitesse de la mondialisation. En à peine cinq mois, elle a tissé sa toile et la moitié de la population mondiale est désormais concernée par cette pandémie.

Les conséquences économiques sont inédites car la crise dans laquelle entrent progressivement les pays touchés par le Covid-19 n'a jamais été expérimentée: c'est la première fois dans l'histoire qu'un nombre aussi important de pays se confinent quasi simultanément et décident, de fait, d'arrêter leur activité économique en période de paix afin de préserver les vies humaines, le seul moyen de combattre le Covid-19 semblant être le confinement.

Cette décision politique majeure a des conséquences économiques tout aussi majeures. Une récession qui, en quelques jours, se transforme en une dépression. Seuls les secteurs produisant des biens de première nécessité continuent de fonctionner. Certes, les pays peuvent poursuivre une partie de leurs activités grâce aux moyens de communication et organiser le télétravail. Des secteurs entiers peuvent donc continuer à fonctionner mais inévitablement en mode dégradé: l'éducation, l'économie des services (banque, assurance, santé).

Lorsque, la référence à une situation de guerre a été utilisée par certains responsables politiques, la réaction première a été de dire « gardons raison », « modérons

les effets emphatiques». Pourtant, au fil des semaines, les uns et les autres ont découvert que la situation produite par le confinement s'apparentait, à certains égards, à une situation de société et d'économie en guerre : réduction de libertés individuelles, réquisition de certains produits par l'État, adaptation de certaines productions afin de répondre aux besoins du secteur de la santé, fermeture et contrôles aux frontières, constitution de stocks de produits alimentaires et de première nécessité par les ménages provoquant des ruptures d'approvisionnement, quasi-arrêt de l'activité économique, etc.

Les dépendances réciproques

Ce confinement généralisé met inévitablement en évidence les grandes fragilités de nos économies qui ont embrassé le marché global sans penser à protéger les secteurs stratégiques. L'approvisionnement de produits bute très vite sur un système productif mondial à flux tendu, sur une chaîne de valeur éclatée au sein de multiples économies nationales et sur une hyperspécialisation de certains pays. Il suffit qu'un élément de la chaîne soit à l'arrêt pour que l'approvisionnement soit rompu à l'échelle mondiale.

La globalisation a montré ses limites, celles des dépendances réciproques, sa résistance aux chocs est insuffisante. Cette carence n'est pas une découverte, la catastrophe de Fukushima de 2011 avait déjà mis en évidence cette grande fragilité. Penser l'économie sous un angle stratégique nécessite de ne pas prendre uniquement en compte les attentes de court terme, des seuls acteurs de marché.

Les conséquences de ce confinement ne font que valider l'urgente nécessité de se réappropriier à l'échelle locale une partie de nos productions essentielles. Si l'argument environnemental était déjà largement pertinent en la matière, la sécurisation des secteurs essentiels constitue un argument supplémentaire puissant : tout ne peut être confié « au seul marché ».

Bien sûr, cette séquence crise alimente le débat déjà largement engagé sur la remise en cause d'un capitalisme néolibéral opposant l'efficacité du marché à l'inefficacité de l'intervention publique. Cette crise rappelle la grande fragilité de ce corpus théorique et relégitime l'État et la puissance publique, seuls acteurs capables de compenser les effets d'une crise d'une telle ampleur.

Des actions contracycliques

Afin de faire face à ce choc économique dépressif de haute intensité, les ministres des finances et les banquiers centraux ont très rapidement endossé leurs responsabilités afin de stabiliser autant que possible l'économie en menant des actions contracycliques.

Le canal des finances publiques a été alimenté via le déficit, les dispositifs de maintien en emploi ont été actionnés par l'allongement de la période de chômage mais aussi en favorisant le chômage partiel, le paiement des cotisations et des impôts des entreprises a été décalé dans le temps, des soutiens spécifiques aux populations les plus vulnérables ont été mis en œuvre, etc.

Les banques centrales, notamment la banque centrale européenne, ont mis en place très rapidement des facilités de crédits auprès des banques afin que ces dernières accordent des prêts aux entreprises les plus fragiles. Elles ont également mis en place des programmes d'achat d'obligations publiques et privées afin d'éviter la hausse des taux d'intérêt et ce faisant elles ont facilité l'accès aux financements nécessaires.

Durant cette première phase de la crise, il s'agit de maintenir à flot les acteurs économiques pour qu'ils puissent, dès la fin du confinement, reprendre au plus vite leurs activités. Les mesures sont donc à finalités très microéconomiques, très ciblées. Éviter coûte que coûte que ce choc d'offre ne se transforme en un choc de demande via l'effondrement massif de la demande privée.

Quatre écueils à éviter

Les conséquences financières sont encore incertaines à évaluer car elles vont dépendre de la durée du confinement. Les premières simulations montrent une dégradation possible très forte des comptes publics avec une hausse de 30 à 50 % du niveau d'endettement public. Cette trajectoire n'est absolument pas neutre en termes de conduite et d'orientation des politiques publiques. Face à cette situation inédite, plusieurs écueils doivent être évités.

Le premier serait, une fois l'activité économique reprise, mener des politiques de retour à l'équilibre, dites restrictives. La potion de l'austérité serait mortifère puisqu'elle ne concernerait pas qu'un seul pays mais l'ensemble des pays touchés par le Covid-19. Cette orientation produirait un second choc récessif, non plus d'offre mais de demande. Le spectre de l'expérience grecque est dans tous les esprits, mais cette fois-ci à une échelle mondiale.

Le deuxième écueil pourrait être celui du piège lié à l'action massive des États afin de maintenir nos économies en état de marche. Nous l'avons expliqué précédemment, pour contrer ce choc d'offre qu'est le confinement, la puissance publique va recourir à un endettement très important. Ce recours massif à l'endettement va de fait réduire le champ des possibles de l'action publique dans les prochaines années. Or, nous devrions consacrer toute notre énergie non pas à reproduire le passé mais à assurer la transition écologique, énergétique,

industrielle de nos sociétés pour lutter contre le changement climatique. Le coût collectif le plus important de cette pandémie est peut-être celui-ci. Il faut donc impérativement lier les actions de soutien aux acteurs de marché à leur engagement en matière de transitions.

Le troisième écueil serait de ne penser l'action collective qu'à l'échelle nationale. Cet écueil serait d'autant plus préjudiciable pour le continent européen et la zone euro en particulier. Ce choc symétrique touche tous les pays européens. Il est donc indispensable de produire des réponses communes pour ajuster les conséquences d'un tel choc. Doivent être pris en compte et mis en œuvre tous les travaux portant sur le rôle de la politique monétaire, sur le lien entre banque centrale et politique budgétaire, tous les projets de soutien collectif aux États via la création de fonds d'urgence, la mutualisation des dettes publiques liées au Covid-19. Tous les ressorts de la solidarité doivent être activés afin de renforcer le sentiment d'appartenance à un destin commun. Réinterroger la place du vivre ensemble durant cette période critique est ici une nécessité. L'injonction était déjà à l'agenda de l'action collective sous l'effet de la crise financière de 2009, puis du changement climatique, et la crise sanitaire actuelle ne fait qu'amplifier le mouvement. Si les Européens manquent l'occasion de renforcer les réponses communes face à un choc commun, si les Européens se recroquevillent sur leurs différences, une nouvelle fois le pire est à craindre avec notamment la montée des nationalismes. Cette crise sanitaire et économique pourrait se transformer très rapidement en une crise politique profonde et durable.

Une culture mondiale de gestion de crise

Le quatrième écueil enfin serait de ne penser l'après Covid-19 que sous l'angle continental. La coopération internationale doit être renforcée afin que la société mondiale se dote d'outils performants pour lutter contre ce type de pandémie. Un brin de cynisme nous pousserait à écrire que la grande victoire de la mondialisation portée à l'origine par les pays du Nord serait l'uniformisation progressive des crises quelle que soit leur nature.

Si la crise financière était un attribut des pays du Sud, si les pandémies étaient le seul stigmate des pays en retard de développement, avec la crise de 2008 et la pandémie de 2020, les pays du Nord ressemblent de plus en plus à ceux du Sud. Cette pandémie doit susciter une culture mondiale de gestion de crise, doit renforcer la coopération sanitaire et les programmes de recherche, doit favoriser la production de biens publics à l'échelle mondiale.

Au-delà de ces écueils trop rapidement présentés, s'il est salutaire en période de confinement de faire œuvre de créativité, s'il est salutaire d'imaginer un monde

nouveau en période de crise aiguë, il ne faudrait pas faire l'erreur de penser que ce monde souhaité sera celui de l'immédiat après Covid-19. Le monde d'hier sera encore celui de demain. Le monde de la révolution industrielle qui a créé la société de consommation de masse, société qui s'est incroyablement épanouie avec l'ouverture sans cesse croissante des frontières depuis 1945 et 1989 ne va pas disparaître sous le seul effet du Covid-19. La lente prise de conscience collective de la fragilité de notre écosystème est à l'image de l'inertie de notre modèle économique construit durant près de deux siècles. Les changements se réalisent sur un temps long. ●

L'AUTEUR

Yann Échinard est maître de conférences en sciences économiques à l'Université Grenoble Alpes, responsable du master Gouvernance européenne à distance, Sciences Po Grenoble. Il est également directeur de la collection « L'économie en + » aux PUG.



Quelle fiscalité pour le XXI^e siècle ? Contributions au débat. Ouvrage co-dirigé avec Rémi Colliat, collection « Libres Cours Économie », 2014.

[Découvrir l'ouvrage](#)

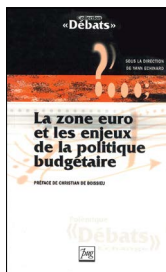
[Découvrir la collection](#)



La crise dans tous ses états. Ouvrage co-dirigé avec Fabien Labondance, collection « L'économie en + », 2011.

[Découvrir l'ouvrage](#)

[Découvrir la collection](#)



La zone euro et les enjeux de la politique budgétaire. Directeur d'ouvrage, collection « Débats », 1999.

[Découvrir l'ouvrage](#)

[Découvrir la collection](#)

Découvrir d'autres titres de la collection [LE VIRUS DE LA RECHERCHE](#).